

Italie: le flou politique inquiète le patronat

Il redoute un creusement du déficit.

RICHARD HEUZÉ rheuze@lefigaro.fr
ROME

EUROPE Le patronat et la Banque d'Italie expriment leur vive appréhension devant les risques d'une détérioration des comptes publics au moment où le Mouvement 5 étoiles (M5S) et la Ligue, les principaux vainqueurs des élections du 4 mars, ont recommencé à négocier. La route est encore longue avant que leurs deux leaders, Luigi Di Maio et Matteo Salvini, parviennent à former un gouvernement commun. Unique certitude pour le moment : ni l'un ni l'autre ne le dirigeront. Il sera fait appel à une tierce personne. Un tel accord, s'il se fait, reviendra à faire appliquer des promesses électorales qui font frémir d'avance le patronat et les marchés.

Vincenzo Boccia, prudent président de la Confindustria, évalue ces promesses à 45 ou 50 milliards d'euros de dépenses : « *revenu minimum de citoyenneté* » (15 milliards), abolition du Jobs Act (loi sur les contrats de travail) et de la réforme Monti des retraites (loi Fornero, 20 milliards), gel par décret de l'augmentation prévue de la TVA (12,4 milliards). Sans compter la « flat tax » (tranche unique d'imposition à 15 %), le cheval de bataille de la Ligue. « *Quelqu'un peut me dire où trouver ces ressources sans provoquer une hausse du déficit public et de l'endettement ?* », demande le patron des patrons. Pour Vincenzo Boccia, il faut conserver le Jobs Act, qui a permis de créer un million d'emplois en deux ans selon lui. « *Cessons de ne penser qu'aux élections. Il faut stabilité et réalisme* », dit-il.

Alarme également de la Banque d'Italie qui invite à ne pas financer

les réformes par le déficit, comme la Ligue et 5 étoiles proposent de le faire. Lors d'une audition au Parlement, son directeur général adjoint Luigi Federico Signorini appelle à défendre l'excédent primaire de 1,5 % du PIB, « *notre boussole pour les investisseurs* », rappelant que de 1995 à 2000, l'Italie a eu un excédent primaire (c'est-à-dire hors charge de la dette) de 4,5 % par an qui a réduit l'endettement public de douze points.

Convalescence

Pour l'économiste Marco Fortis, directeur de la Fondation **Edison**, l'économie italienne est sortie de la crise monétaire des années 2011/2012. Elle affiche un excédent commercial pour les biens manufacturés de 100 milliards de dollars, le cinquième excédent au monde après la Chine, l'Allemagne, le Japon et la Corée. Les réformes des gouvernements Renzi et Gentiloni lui ont permis d'amorcer sa convalescence. L'excédent primaire, positif depuis vingt-deux ans, est « *l'un des plus élevés du G7* ». « *Cela permet de payer cash le service de la dette (sur un endettement public de 133 % du PIB) sans devoir souscrire de nouvel endettement* », poursuit Fortis.

L'économiste souligne que la croissance est soutenue, les investissements privés en hausse de 30 % l'an dernier, les exportations de 7 %. Le pays connaît la plus forte hausse de la consommation par habitant des dix pays les plus riches de l'Union européenne. Mais, avertit Marco Fortis, « *que perdure la crise politique ou que des réformes populistes inconsidérées compromettent les équilibres budgétaires, et l'économie italienne risque de retourner dès 2019 à des vieux démons* ». ■

Italia: l'incertezza politica preoccupa la Confindustria

